

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

N° 162
Mars 2025

le libertaire

revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Déjacque en 1858 aux U.S.A. (En Français), repris par Sébastien Faure en 1895.
Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.



Pas un rond pour les marchands de canons



En temps d'entre-deux guerres comme c'est le cas aujourd'hui, l'injustice sociale se développe et il ne peut en être autrement. Pendant toute la période préparatoire à une guerre, le budget militaire ne cesse de croître. La course aux armements augmente sans cesse le volume des dépenses destinées à la pseudo-défense nationale ou maintenant européenne. Pour trouver l'argent nécessaire à cet accroissement continu, l'Etat use de deux moyens. D'abord il augmente les impôts directs et indirects même si aujourd'hui Macron s'en est défendu dans son allocution aux Français le 5 Mars 2025. Mais ce n'est qu'une question de temps. Après avoir bien travaillé l'opinion publique, il viendra à cette augmentation. Les contribuables aux ressources faibles ou moyennes supporteront, proportionnellement, des impôts infiniment plus lourds que ceux des riches. C'est déjà le cas pour les impôts indirects qui sont les plus injustes dans leur forme actuelle.

Le second moyen, c'est de demander aux Français, au nom du patriotisme et de la grandeur de la France, de faire des efforts, c'est-à-dire d'accepter des coupes budgétaires supérieures à celles d'aujourd'hui. Il faut faire davantage d'économies. En clair, la misère actuelle des hôpitaux et des écoles publiques, par exemple, s'accroîtra. Les sommes indispensables aux services publics seront ponctionnées pour gonfler les milliards qui iront aux marchands de canons. L'Etat s'attaquera aux retraités et aux chômeurs en diminuant leur pouvoir d'achat. L'offre de soins pâtira des coupes budgétaires mais en revanche la France dispose d'une prestigieuse force de frappe !

Si les hôpitaux manquent de lits, de soignants, d'équipements...avec une saturation aux urgences, les riches pourront toujours se faire soigner dans des cliniques privées où ils ne risquent pas de côtoyer les prolétaires.

En temps de guerre, les différences sociales se creusent encore davantage. Les travailleurs et les pauvres gens supportent seuls la misère croissante, issue du conflit.

Alors oui, nous sommes pacifistes car nous sommes pour l'égalité économique et sociale. Nous sommes pacifistes par amour de la liberté ; nous détestons les dominations et l'exploitation de l'homme par l'homme. Nous sommes pour la justice sociale et fiscale. La guerre, c'est la dictature qui se met en place et les libertés qui s'éva-

nouissent. La guerre, ce sont des meurtres prémédités et notre éthique libertaire réprovoque l'assassinat qui est loin d'être un acte glorieux. On ne construit rien avec la mort. « Quelle connerie la guerre ! » (Prévert)

Ce sont toujours les travailleurs des deux camps belligérants qui se massacrent. Les planqués de l'arrière ne risquent pas grand-chose.

Contre la marche vers la guerre et la barbarie, le temps nous est compté. La plupart des gens condamnent la guerre dans son principe, mais l'acceptent néanmoins sous certaines conditions. A nous de leur déciller les yeux. Refusons ensemble l'armement généralisé et l'escalade militaire. Pas un rond pour les marchands de canon. Réhabilitons les devises ouvrières : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » et « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous », formules qui semblent désuètes mais ô combien d'actualité pourtant. Revitalisons les idées internationalistes et antimilitaristes qui ont animé nos anciens mais qui ont quasiment disparu du champ des luttes alors qu'elles sont plus nécessaires que jamais.

Les complexes militaro-industriels sont une source de profits inimaginables pour certains hommes et certaines femmes, pour certaines multinationales, qui, avec les sommes colossales dont ils disposent, peuvent acheter nombre de politiciens. Louis Lecoin et Jean Gauchon avaient coutume de dire : « C'est cette racaille dorée qui dirige, d'une manière plus ou moins occulte, les fameuses conférences du désarmement ». Ils proclament tous la main sur le cœur, les yeux dans les yeux, leur haine de la guerre mais ils oeuvrent en coulisse dans les méandres et les ténébreuses intrigues diplomatiques, bien peu favorables en réalité à la paix du monde. Ces puissants bellicistes défendent les intérêts des munitionnaires. Hier Schneider en France et Krupp en Allemagne ; aujourd'hui il vous suffit de regarder quelles actions d'entreprises grimpent en flèche partout en Europe.

« Supprimez l'armée, vous supprimez la guerre ». Victor Hugo

Patoche (GLJD)



Des ronds pour les pensions, pas pour les marchands de canons



Les retraités sont appelés à manifester le 20 mars 2025 pour demander une revalorisation de leurs retraites. Ils sont donnés en pâture par les gouvernements successifs de gauche comme de droite à l'opinion publique ; ils seraient des nantis et il faut récompenser le travail ; comme si les retraités n'avaient pas travaillé voire trimé toute leur vie et participer à dégager des richesses pour le pays.

Alors quelques rappels s'imposent pour y voir plus clair. Le revenu moyen des retraités est inférieur à celui de l'ensemble de la population selon les dernières données publiées par la DREES, la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques. Voilà qui contrecarre les dires de certains économistes courtisans du gouvernement. A l'heure où Macron s'engage dans une économie de guerre, on se doute bien que les travailleurs vont être appelés à partir plus tard en retraite et que les retraités vont être ponctionnés une nouvelle fois pour servir de variable d'ajustement au gouvernement dans ses recherches d'économies.

En 1984, 90 % de la consommation des plus de 65 ans était financée par des transferts publics, en 2019, on est passé à 69 %. Les retraités s'autonomisent donc de plus en plus du système de protection sociale : « Depuis une quarantaine d'années, la part de l'État dans le financement de la consommation des plus âgés diminue. Donc en fait finalement les générations les plus âgées et les seniors, petit à petit s'autonomisent du système de protection sociale. Leur consommation va dépendre plus, soit de leur épargne qu'ils ont accumulée, soit du fait qu'ils vont travailler plus tard. Les retraités coûtent très cher à la protection sociale parce qu'ils sont nombreux, mais individuellement, chacun, une fois qu'on a retiré par les impôts, les cotisations, les CSG, etc. qu'eux-mêmes payent, eh bien chacun reçoit moins. » Hippolyte d'Albis, professeur à l'école d'économie de Paris. Voilà qui a le mérite d'être clair.

Parallèlement, selon le rapport de la Cour des comptes rendu en février 2025 au gouvernement, la pension nette moyenne des personnes en retraite serait de 1.512€ par mois. C'est un peu plus que le SMIC qui vient de passer à 1.426,30€ en novembre 2024.

L'économiste Julia Cagé indique à titre de comparaison que pour 100 € payé à un actif en moyenne, il est versé 103 € à un retraité, ce qui ne fait pas une différence énorme et surtout il faut bien comprendre que le fait de diminuer les retraites ou ne pas les indexer sur l'inflation ne donnera aucun pouvoir d'achat supplémentaire

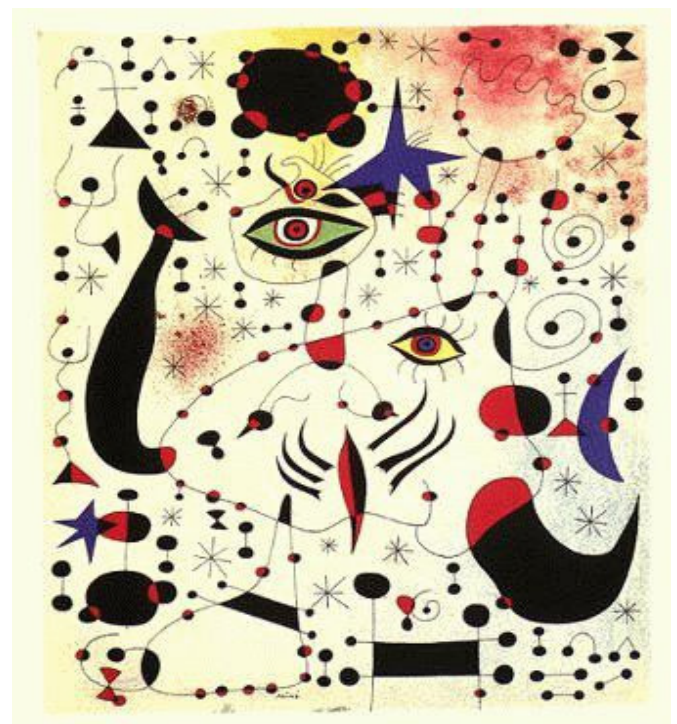
aux actifs. C'est un marché de dupes que de prétendre le contraire. Par ailleurs les derniers chiffres indiquent que 60% des retraités perçoivent une pension nette mensuelle inférieure au SMIC ; 31%, dont 74% de femmes, perçoivent moins de 1.000€ nets par mois et 11% de ménages de retraités vivent en situation de pauvreté et de misère avec une pension moyenne de 790€ par mois.

Près de 700.000 personnes en retraite n'ont pas de complémentaire santé ou de mutuelle et 1,6 million de personnes en retraite ne se soignent plus ou peu. Il existe le problème des déserts médicaux, du manque de médecins en ville et aussi d'un manque de spécialistes (dermatologie ...). Essayez de trouver un rendez-vous de dermato au Havre par exemple. Les personnes âgées touchées par des carcinomes basocellulaires ou des mélanomes peuvent toujours attendre. Mais souvent les retraités n'ont plus les moyens de se soigner.

On constate que 80% des retraités ne roulent pas sur l'or tandis qu'en 2024, plus de 98 milliards d'euros de dividendes ont été versés aux actionnaires par les plus grosses entreprises françaises. C'est le deux poids deux mesures de notre société.

Alors si vous voulez soutenir les retraités, rejoignez-les le 20 mars prochain dans la rue. Et puis la marche, c'est bon pour la santé.

Ty Wi (GLJD)



La résistance passive

L'abolition de l'Etat ne peut être que le résultat d'une révolution sociale, mais la révolution sociale doit se faire par l'opposition d'une résistance passive à l'autorité.

La résistance passive est l'arme la plus puissante que l'homme ait jamais maniée dans la lutte contre la tyrannie. Elle est la seule résistance qui ait des chances de succès dans notre société à base de subordination militaire et bureaucratique...[...]

Il ne faut employer la violence contre les représentants de l'autorité que si ceux-ci ont rendu impossible toute agitation pacifique. L'effusion du sang est un mal en elle-même ; cependant son emploi est justifié si toute agitation loyale et ouverte nous est rendue impossible. La résistance passive, la grève pacifique, le refus du paiement de l'impôt, le refus du service militaire, le mépris opiniâtre de toute loi et de toute sommation du pouvoir, tels sont nos moyens de propagande.

Benjamin Tucker

Les anarchistes ont toujours été à la pointe du combat antimilitariste. Plusieurs militants ont été insoumis et il fallait vraiment du courage pour entrer dans une certaine clandestinité. A l'heure où un vent mauvais souffle : montée de l'extrême-droite, réarmement de l'Europe... les anarchistes vont devoir redoubler d'imagination pour combattre les fléaux du fascisme et de la guerre qui pointent leur groin. Plusieurs Etats envisagent le retour au service militaire devant le danger que représente la Russie. Le gouvernement français envisage une économie de guerre qui servirait de levier de croissance à la France. Devrons-nous nous mobiliser encore pour exhorter notre jeunesse à ne pas effectuer le service militaire ? A ne pas succomber aux sirènes de l'esprit guerrier ? Il faut de même avoir à l'esprit que tout appel à la responsabilité se traduira par se serrer la ceinture.

Depuis l'élection d'Emmanuel Macron en 2017, et deux lois de programmation militaire (LPM) successives, la France s'est engouffrée dans une montée en puissance du réarmement. La LPM 2019-2025 prévoyait 295 milliards d'euros comme nous l'avions indiqué dans un précédent article du Libertaire et celle de 2024-2030 est en augmentation de 40 % par rapport à la précédente, ce qui se traduit par une somme faramineuse pour un pays comme la France de 413 milliards d'euros.

Notre pays se situe à la deuxième place comme exportateur mondial d'armement avec 9,6% du total des exportations, devant la Russie mais très loin après les Etats-Unis (43%). Ce titre sur le podium avec une médaille d'argent

peut rendre fiers les va-t'en guerre mais les pacifistes sont loin de partager leur enthousiasme. Si la Russie a cédé à la France la deuxième place, c'est qu'elle s'est embarquée dans une aventure guerrière contre l'Ukraine depuis 2022 et qu'elle utilise ses armes sur les champs de bataille où de pauvres bougres se font massacrer pour la gloriole de quelques généraux et d'un autocrate qui aimerait bien récupérer les anciens pays de l'Est dans son orbite.

L'Italie produit de nombreux chars et véhicules blindés ; il en va de même pour la France et l'Allemagne. Mais la Corée du Sud et la Turquie entendent jouer aussi dans la cour des grands. La concurrence entre marchands de morts est de plus en plus importante d'autant de gros marchés comme ceux de l'Inde et du Qatar...s'ouvrent. Les Etats-Unis vendent des armes à 107 pays. Ce qui promet à terme un beau conflit mondial.

Pour continuer de renforcer les armées, Macron vise non plus les 2,1 % du PIB mais 3,5 % consacrés aux armées. Le ministre a dit qu'il fallait passer de 50 à 90 milliards d'euros par an. Mais à force de trop tirer sur la corde, elle risque de casser car en stimulant la croissance par les dépenses militaires, il est à parier que l'inflation ne vienne s'attaquer encore au pouvoir d'achat des Français ce qui avec des coûts supplémentaires pour nos importations se solderait de manière négative pour notre économie.

C'est curieux que l'on n'ait pas utilisé la transition écologique comme levier de croissance. Cela aurait été une position originale sur le plan de l'environnement, du dérèglement climatique, de la création de nouveaux emplois, d'une relocalisation industrielle...De surcroît, en renonçant à la violence collective, notre pays se tenait loin des intentions agressives de ceux qui bombent le torse d'autant plus fort qu'ils sont sûrs de ne pas aller au front.

Pour rappel, la France avait surarmé avant 1940, ce qui ne l'a pas empêché d'être battue. La course aux armements n'est jamais un gage de victoire car il y existe toujours un pays ou une coalition plus forte. Alors, pas un rond pour les marchands de canons.

Pas un seul des maux que l'on veut éviter par la guerre n'est un mal aussi grand que la guerre elle-même. Micka (GLJD)





Allocution de Macron ce 5 Mars



Les années se suivent mais ne se ressemblent pas. Là où l'Amérique de Biden était du côté de l'Ukraine et de l'Europe, celle de Trump engage une offensive idéologique d'extrême-droite puis négocie avec Poutine en vue d'un partage et d'un pillage conjoints de l'Ukraine. A la Russie le Donbass et ses mines, à l'Amérique les terres rares de l'Ukraine. Ce partage des rôles et ce racket s'appellera la paix qui sera peut-être précédée d'une trêve. Quoiqu'il en soit, c'est le peuple ukrainien qui fera les frais de l'entente USA-Russie. Quand Trump gèle l'aide militaire à l'Ukraine sans préavis, quand J.D. Vance joue le pitbull de Trump attaque bille en tête les pays européens qui ne seraient que des espaces de répression contre la liberté d'expression, tout en soutenant l'AFD... On ne peut être qu'inquiet. C'est sur cette vague d'anxiété que le gouvernement Macron va surfer.

Pour les entreprises du secteur militaro-industriel européen, c'est l'occasion en or (et en espèces sonnantes et trébuchantes) d'exiger des investissements massifs de leurs Etats. L'Allemagne prévoit de débloquer plusieurs centaines de milliards d'euros en armements et infrastructures militaires. Le gouvernement britannique va porter son budget de défense à 2,5 % du PIB en 2027. Macron joue la surenchère à 5% dans un premier temps puis révalue à 3,5% du PIB dans un second temps. La plupart des autres pays européens ne sont pas en reste.

Les gouvernements européens travaillent, depuis l'invasion de l'Ukraine et plus encore depuis le lâchage de Trump, leur opinion publique, en vue d'un réarmement militaire. C'est certainement le but de l'allocution de Macron ce mercredi 5 mars 2025. Nous assistons à une restructuration des économies autour de l'industrie militaire ce qui risque de laisser en plan bon nombre de secteurs notamment ceux des services publics. Les débats sur la défense commune s'accroissent et c'est à qui fera le plus. Ursula von der Leyen vient de dévoiler un plan de 800 milliards d'euros destiné à renforcer la défense européenne. Ce projet est baptisé « réarmer l'Europe ».

Et la magie opérant, les pays européens n'auront plus à se soucier du respect des règles budgétaires qui les obligeaient à limiter leur déficit public à 3 % de leur produit intérieur brut. C'est fou comment à certains moments de l'histoire, les règles changent du jour au lendemain. De même, en France, les gouvernements successifs n'ont pas trouvé d'argent pour lutter contre la déliquescence des services publics. Ils ont fait des coupes budgétaires dans quasiment tous les secteurs ; ils ont voulu ponctionner les retraités qui ont travaillé toute leur vie... Et maintenant on trouve des milliards pour l'armement. De l'argent magique existe donc.

Nous devons lutter contre la folie militariste qui s'installe, relayée par les médias en cour. Cette dérive guerrière nous conduit inévitablement à un régime encore plus autoritaire que celui qui est en place aujourd'hui. En s'installant dans la posture du rassembleur et du sauveur de la France, Macron entend redorer un blason bien terni sur le plan intérieur. Il jouera de sa stature internationale pour remonter dans les sondages. Ainsi va la politique.

Nous ne sommes pas naïfs et nous savons identifier l'agresseur de l'agressé. Le peuple ukrainien a le droit de vivre dignement, en paix, indépendamment et non sous la férule d'un autocrate au goût rance. Notre solidarité va aux agressés et nous exigeons le retrait des troupes impérialistes d'occupation russes. Nous ne sommes pas dupes non plus de la position de Marine Le Pen qui fait le dos rond face au couple Trump-Poutine et qui en même temps soutient le réarmement de la France.

Nous ne sommes nullement prisonniers de notre pacifisme mais simplement cohérents avec nos principes.

Il n'y a rien de pire que la guerre. Mobilisation générale pour la Paix.

Ty Wi (GLJD)

Anarchisme et clandestinité

CLANDESTINITÉ ET ACTION CONSTRUCTIVE

Ce trait caractéristique du mouvement se modifia peu à peu après la guerre franco-allemande et principalement après la terrible défaite de la Commune. La victoire de l'Allemagne et de la politique de Bismarck avait créé un fait historique nouveau en Europe, désormais impossible à annuler. La création, au cœur de l'Europe, d'un Etat militaire bureaucratique équipé de tous les moyens du pouvoir ne pouvait manquer d'avoir une forte influence sur le développement général de la réaction qui relevait

alors puissamment la tête – et ce fut en effet ce qui se passa. Le centre de gravité du mouvement ouvrier européen s'était déplacé de France en Allemagne, où il conduisit à l'épanouissement du mouvement social-démocrate, dont le développement influença également de manière décisive tous les autres pays, à quelques exceptions près. Ainsi commença cette période fatale qui devait voir d'une part l'Europe devenir de plus en plus la proie d'une militarisation générale, partie d'Allemagne, tandis que, de l'autre et sous l'influence grandissante de la social-démocratie allemande, le mouvement ouvrier dans son ensemble s'enli-

sait lentement dans un pitoyable possibilisme.

Dans les pays latins, où l'aile libertaire de l'Internationale exerçait une très forte influence, une furieuse réaction se déclina au début des années (18)70. En France, où les éléments les meilleurs et les plus intelligents du mouvement ouvrier avaient trouvé la mort dans le cruel écrasement de la Commune ou, dans la mesure où ils n'avaient pas réussi à gagner l'étranger, avaient été déportés en Nouvelle-Calédonie pour y mener la vie pleine d'inquiétudes et de soucis des exilés, toutes les organisations furent réprimées par le gouvernement et la presse révolutionnaire interdite. Les mêmes événements se répétèrent deux ans plus tard en Espagne après l'écrasement sanglant de la révolte cantonaliste et la capitulation de la Commune de Carthagène. Le mouvement ouvrier tout entier fut impitoyablement réprimé et toute manifestation publique de la classe ouvrière révolutionnaire rendue impossible pour de longues années. En Italie, on pourchassait les membres de l'Internationale comme des bêtes sauvages, leur rendant toute propagande publique si difficile qu'ils étaient de plus en plus obligés de se limiter aux organisations secrètes auxquelles ils étaient plus enclins que leurs camarades d'autres pays, en tant qu'Italiens et dans la vieille tradition des Carbonari et des sociétés secrètes de Mazzini.

Ainsi le mouvement anarchiste disparut-il pour des années de la vie publique dans les pays latins par suite des nombreuses persécutions qu'il subit et fut-il obligé de chercher refuge dans les associations secrètes qu'il se créa. Cependant, la période de réaction se prolongeant plus que la plupart ne l'avaient prévu, sa psychologie se transforma, devenant peu à peu tout à fait différente de celle de ses origines. Des mouvements clandestins sont certes capables de porter, dans leurs cercles restreints, l'émouvant esprit de dévouement et de sacrifice des individus à la cause révolutionnaire à un degré extraordinairement élevé, mais il leur manque ce large contact avec les masses populaires qui peut seul rendre leur efficacité féconde, en maintenir la vigueur et en assurer la continuité. C'est ainsi qu'il arrive que les membres isolés de tels mouvements perdent, sans s'en apercevoir, tout juste critère pour l'appréciation des manifestations propres de la vie réelle et que le souhait devienne chez eux père de la pensée. Perdant peu à peu le sens de l'activité constructive, celle-ci en vient à prendre une tournure purement négative. Ils perdent, en un mot et sans en avoir clairement conscience, toute compréhension d'un mouvement de masse. Ce processus s'accomplit très souvent à une vitesse surprenante et peut, en quelques années, donner un tout autre aspect à un mouvement, à supposer que les conditions extérieures – dans le cas présent, les poursuites aveugles des gouvernements – favorisent le développement de l'organisation clandestine.

Il est clair que, dans les périodes de réaction généralisée,

lorsque le gouvernement enlève à un mouvement toute possibilité de vie publique, l'organisation clandestine est le seul moyen qui reste à ce dernier de ne pas mourir. Mais tout en reconnaissant ce fait, on ne peut se laisser aller à en méconnaître les inévitables défauts ou même à en surestimer l'importance. Une organisation clandestine ne peut jamais être considérée que comme un moyen rendu nécessaire par un danger momentané, mais elle ne sera jamais capable de préparer efficacement ou même d'initier une véritable transformation sociale. Les transformations sociales présupposent toujours la propagande la plus intensive et la plus large dans les masses, dont l'idée du changement doit s'emparer avant qu'elles puissent être mises en mouvement. Or, c'est précisément ce fait irréfutable qu'oublie trop facilement l'individu isolé dans l'atmosphère particulière des associations secrètes et l'influence fascinante qu'elles exercent principalement sur les éléments les plus jeunes d'un mouvement, plus enclins au romantisme, est un très gros obstacle à la perception lucide des proportions réelles, qui rend bien des gens aveugles à la simple réalité. On voit alors toujours les choses comme transfigurées, non pas comme elles sont en réalité mais comme on souhaiterait les voir.

Les organisations secrètes des anciens révolutionnaires russes ont certes accompli d'étonnantes prouesses, mais elles n'en furent pas moins incapables de faire pénétrer leurs idées dans les masses et ne purent que se vider lentement de leur sang. Ce n'est que lorsque, avec le développement de l'industrie, de larges masses de la classe ouvrière ainsi qu'également une partie de la paysannerie russe furent touchées par les idées socialistes, que le mouvement devint invincible.

Mais un mouvement clandestin porte encore en lui toute une série de graves désavantages inévitablement liés à son existence même – par exemple et en premier lieu son incessant combat avec les organismes de surveillance de l'Etat, qui sont partout et toujours aux aguets pour découvrir les conspirations ou, au besoin, les créer eux-mêmes grâce à leurs provocateurs. Cette lutte ininterrompue, en obligeant toujours le conspirateur à de nouvelles mesures de prudence, non seulement représente une très grande dépense d'énergie, mais fait aussi naître à la longue chez lui une méfiance carrément malade, qui devient même très souvent une seconde nature, envers tout un chacun. Les soupçons, qu'on a déjà vus ruiner pour toujours mainte vie d'homme, s'insinuent partout à pas de loup (je ne veux rappeler ici que l'affaire Peukert, qui fut non seulement la tragédie de la vie de cet homme mais déchira aussi de manière effroyable l'ensemble du mouvement allemand pour de longues années, paralysant toutes ses forces. Il est également clair que des querelles personnelles ne peuvent, dans un tel mouvement, que prendre des formes beaucoup plus aiguës et funestes, le champ de leur efficacité restant toujours limité : que l'on se remémore par exemple la lutte impitoyable entre Barbès et Blanqui au sein des

sociétés secrètes sous Louis-Philippe, qui paralysa pour longtemps leur activité.

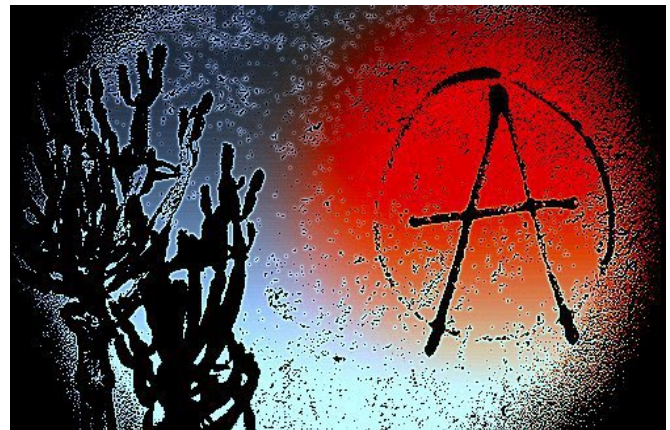
Tous ces phénomènes confèrent à un mouvement clandestin un caractère tout à fait particulier et exercent une très forte influence sur l'esprit de ses membres. Mais ils nuisent avant tout à son développement théorique et à ses capacités créatrices, puisqu'une telle organisation est toujours obligée de placer l'efficacité destructrice au premier plan de ses activités.

Le mouvement anarchiste étant entré au début des années 70 dans une telle période de réaction et d'associations secrètes, il était naturel qu'il ne pût se soustraire entièrement à l'influence de la nouvelle atmosphère. En quelques années, on prit l'habitude dans les milieux anarchistes, de considérer l'activité conspiratrice comme un état naturel et les nouveaux éléments, tout particulièrement les recrues de cette période, n'étaient que trop portés à tenir l'organisation secrète et son mode d'activité pour une évidente condition préalable générale du mouvement anarchiste. Point de vue que soutint par exemple le Comité italien pour la révolution sociale, dans sa longue « Adresse au VIème Congrès de l'Internationale » (Bruxelles, novembre 1874), où il rejetait en ces termes toute activité

publique des révolutionnaires comme nuisible :

« La répression massive ordonnée par le gouvernement nous pousse à la conjuration entièrement secrète. Cette forme d'organisation étant de beaucoup supérieure, nous ne pouvons que nous réjouir de ce que les persécutions aient mis un terme à l'Internationale publique. Nous continuerons dans la voie de la clandestinité, que nous avons choisie comme la seule susceptible de nous mener à notre but ultime : la révolution sociale »

Rudolf Rocker



Les contre-vérités de François Hollande

Dans un entretien accordé au journal Le Monde en date du samedi 1er mars 2025, l'ancien président P.S. de la République lance une charge contre les pacifistes et en profite pour effectuer quelques amalgames. Ainsi il affirme : « Vouloir la paix pour la paix, c'est être sûr d'avoir la guerre. On en a déjà fait l'expérience. » Mais aussi : « L'extrême-droite est toujours pour la paix à n'importe quelle condition. L'histoire l'a montré. »

C'est du lourd ! D'autant que ses affirmations ne sont basées sur aucun exemple. Il faudrait le croire sur parole. L'extrême-droite serait donc pacifiste. C'est vrai qu'Hitler, Mussolini, Franco, Pinochet et tant d'autres étaient certainement pacifistes, ce qui bien évidemment nous a échappé. François Hollande semble oublier que l'extrême-droite est nationaliste donc belliciste, ce qui est tout le contraire de pacifiste. En France et en Algérie, l'O.A.S. était pacifiste ?

Les fondements idéologiques de l'extrême-droite reposent essentiellement sur :

- La politique du bouc émissaire en utilisant le rejet de l'étranger, du différent (hier l'antisémitisme, aujourd'hui le rejet de l'immigration et notamment des musulmans) ;
- Une rhétorique antisystème ; c'est pour cela que l'on peut classer Trump et Vance aux Etats-Unis à l'extrême-droite tout comme les militants de Reconquête

en France ou ceux de l'Afd en Allemagne etc. ;

- Un projet autoritaire avec une hypertrophie de l'autorité (Etats-Unis, Russie, Hongrie, Argentine et bon nombre de pays dans le Monde).

Ainsi le pacifisme et l'antimilitarisme ne font pas partie de l'ADN de l'extrême-droite. Prétendre le contraire est une contre-vérité destinée à marginaliser les authentiques défenseurs de la paix. Les anarchistes le disent depuis longtemps : « c'est en temps de paix que l'on peut préparer la paix, après c'est trop tard ». Et si tu veux la paix, prépare la paix. Mais pour Hollande, préparer la paix pour la paix, c'est nous conduire à la guerre. Nous pourrions affirmer que ceux qui préparent la guerre obtiennent toujours la guerre. Et que la guerre est un bon moyen, l'histoire nous l'a montré, pour paraphraser Flanby, de sauver un capitalisme en crise. Et à l'attention de François Hollande, la figure tutélaire du socialisme français et du pacifisme avait pour nom Jean Jaurès. Il paya ses positions pacifistes de sa vie. Et quand Hollande appelle à l'union nationale, nous lui disons au nom de l'histoire que l'union sacrée, c'est la guerre, de sinistre mémoire.

C'est vrai que le discours pacifiste est difficilement audible aujourd'hui quand on voit les discours de Trump et Poutine s'aligner. Quand on voit les horreurs commises au Soudan, en Palestine et sur de nombreux points du globe. Si on ajoute à cela, le dérèglement climatique, on a l'impression de marcher sur la tête.

Les médias, à juste titre, rendent compte en boucle de l'interview-piège de Trump et Vance contre Zelensky. C'était odieux. Les politiciens de gouvernement se servent de cet épisode pour demander davantage de dépenses de défense stipulant que le président américain n'était plus notre allié.

Cependant, il est nécessaire de faire un point sur les forces en présence. Il faut aussi tenir compte que des enjeux économiques minent le débat et que de mirobolants profits sont susceptibles d'attirer les requins de la finance via les usines d'armement.

Entre 2021 et 2024, les dépenses de défense totales des États membres de l'UE ont augmenté de plus de 30 %. En 2024, elles ont atteint quelque 326 milliards d'euros, soit environ 1,9 % du PIB de l'UE. Trois pays se distinguent par leur budget consacré aux armées. Il s'agit de l'Allemagne, du Royaume-Uni et de la France, avec respectivement 97,686, 82,107 et 64,271 milliards de dollars dépensés en 2024, selon les estimations de l'Otan. Ces trois puissances sont suivies par la Pologne, l'Italie et l'Espagne.

C'est dire que les dépenses d'armement sont déjà conséquentes depuis quelques années.

Parallèlement, au 1er janvier 2024, la population de l'Union européenne (UE) est estimée par Eurostat à 449 millions d'habitants. Elle se classe derrière l'Inde (1 425 millions) et la Chine (1 408 millions), mais devant les États-Unis (340 millions). Et loin devant la Russie.

Les dépenses militaires de la Russie ont augmenté, elles, de 24 % pour atteindre un montant estimé à 109 milliards de dollars en 2023, soit une augmentation de 57 % depuis 2014, année de l'annexion de la Crimée par la Russie. En 2023, les dépenses militaires de la Russie ont représenté 16 % des dépenses totales du gouvernement et son fardeau militaire (dépenses militaires en pourcentage du Produit Intérieur Brut) s'est élevé à 5,9 % du PIB. (Sources Sirpi).

En termes d'économie, le Kremlin a dépensé l'équivalent de 320 milliards de dollars depuis le 24 février 2022, soit 320 millions de dollars par jour. L'année 2022 avait été marquée par une récession du fait de l'assaut contre l'Ukraine. Mais depuis près de trois ans, l'effort de guerre est devenu le principal moteur de l'économie russe, devenue très dépendante aux investissements liés au complexe militaro-industriel. Pour 2024, le budget russe pour la défense et de la sécurité dans son ensemble s'est élevé à environ 8,7% du PIB, selon l'autocrate Vladimir Poutine, une première en Russie depuis la chute de l'URSS en 1991.

A titre de comparaison démographique, en 2024, la population de la Russie s'établissait à environ 143,8 millions d'habitants, sans inclure la population des régions ukrainiennes occupées : Crimée, Donbass...

On constate donc que la population russe est bien infé-

rieure en nombre à celle des Européens et de loin. A cela, il faut dire que la durée de vie des Russes ne dépasse guère les 60 ans pour les hommes.

On entrevoit une nouvelle course européenne à l'armement pour contrer Poutine et afin de moins dépendre des USA pour la défense européenne. Mais les budgets consacrés aux armées européennes sont bien supérieurs à ceux de la Russie. En résumé, la population européenne est la triple de la population russe et les dépenses sont supérieures.

Là où les politiciens nous bernent, c'est qu'ils raisonnent en pourcentage de PIB. Les Français ne consacraient que 2% de leur PIB à la défense, les Anglais 2,5%...comparativement aux Russes qui consacraient aux alentours de 10% de leur PIB aujourd'hui. Mais à aucun moment, ces politiciens ne mettent en perspectives les dépenses cumulées des 27 pays de l'U.E.et qui sont bien plus grandes que celles de la Russie.

L'analyse en cours sur le plan international, c'est de constater la montée des autocraties avec des chefs qui s'entourent de collaborateurs-vassaux qui prônent le culte de la personnalité et vont dans le sens du poil du guide suprême. On voit ainsi un Elon Musk s'en prendre à la démocratie étatique, trop lente à son goût et qui mérite d'être dégraissée. Et de faire des courbettes à Trump pour passer en force.

Trump qui se comporte dans le meilleur des cas comme un larbin de Poutine, au pire comme un agent du kremlin.

Pour les libertaires, plusieurs axes s'offrent à nous pour défendre la paix. Dire non aux dépenses militaires qui ne serviront qu'aux impérialistes français, aux marchands de canon et aux spéculateurs. Arrêter les privatisations et la disparition des services publics ; améliorer le système des retraites par répartition et tous les services utiles à la population. Appeler au boycott des produits américains, notamment ceux qui sont mauvais pour la santé : chips Lay's, ketchup Heinz, Snickers, coca cola etc. Aux consommateurs de mettre des pastilles sur tous les produits américains en vente en Europe, au Canada etc. Ne plus acheter de Tesla afin de renvoyer Musk aux poubelles de l'histoire avec son salut nazi.

Une mobilisation des travailleurs, des militants sur le plan européen pour des appels au boycott des produits américains serait des plus efficaces pour invalider la stratégie de Trump de travailler avec Poutine. C'est aussi une aide directe et pacifiste aux camarades ukrainiens.

Bref l'imagination doit être au pouvoir et à nous de jouer aux empêcheurs de guerroyer...en paix.

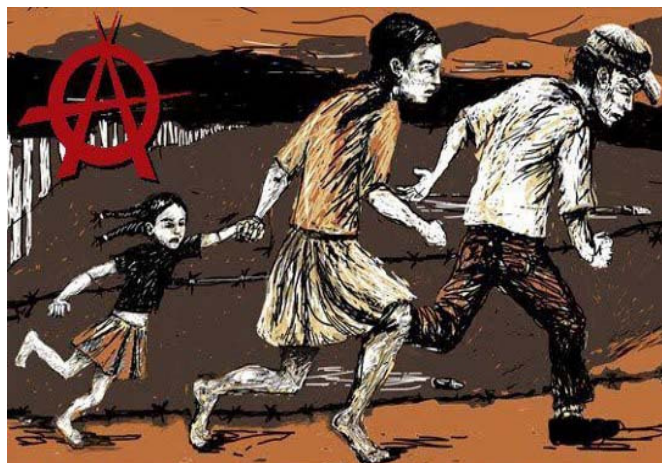
Patoche (GLJD)

Berbères anarchistes

Balles ?

Les balles, nous les arrachons à l'ennemi,
celles qui font danser
sur la violence de sa haine.
Ce n'est pas nous qui te mettrons en poche
le guide des sentiers saints
ni celui qui mène aux bourses du capital.
Parmi nous, ne demande ni prêtre ni goupier
à te mettre aux jarrets.
Toi, si tu appartiens à notre fraternité de douleur,
si après avoir partagé avec nous
la croûte de la galette d'orge
et l'écorce du furoncle,
tu dis vouloir connaître les vallées
et les montagnes de notre pays,
sache d'abord que notre terre
est toute la terre où grince
le coude de l'anarchie,
la terre où les hommes et les femmes
marchent en vrille
au-delà des envolées de leurs rêves.
Et ils meuglent, taureaux porteurs de la résistance,
Ils marchent, hommes et femmes taureaux,
Beuglant la résistance et marchant seulement
Pour précéder et relayer le regard cri-râle de
Leur lutte,
Même si dans le sillage de leurs pas et de leur vue,

Ils abandonnent leurs yeux.
Si tel est ton idéal,
Alors dresse-toi parmi nous,
Nous allons passer chez la vieille Torayet
Du fort de Taourirt,
Elle qui a osé allaiter Proudhon et Malatesta
Avec le lait de la mule
Où était concentrée la formule :
« ni Dieu ni esclave,
Mais l'homme
Comme unique éclair de son destin,
Devant le tonnerre de l'instant. »
[...]
Je n'ai d'autre parcours à conseiller
Que celui du fouet
De la voie lactée des rêves
Flagellant entre les sourcils
Tous ceux qui savent regarder
Au-delà de leur vue.
Hawad (Le coude grinçant de l'anarchie)



La révolution commence dans notre conscience

Le capital n'a pas de frontières, pas de patrie, pas d'âme, aucune empathie. Regardez les Trump, les Musk et consorts. Le capital se propage comme un parasite qui suce la sueur des masses, qui se nourrit des passions les plus basses, de la peur, du racisme, de la xénophobie, tandis que derrière le rideau, le peuple est dépouillé de tout vestige d'humanité. Les capitalistes veulent nous faire croire que le combat se déroule entre le faible et le faible, entre le pauvre et le pauvre, alors qu'en réalité le combat se déroule entre le faible et le fort, entre l'homme qui ne possède rien et l'homme qui possède tout. C'est la lutte des classes.

Dans ce monde, ceux qui possèdent vraiment la force ne sont pas ceux qui peuvent construire, créer, inventer, non. Les véritables propriétaires du pouvoir sont ceux qui la détruisent, ceux qui ont réussi à corrompre l'essence même de la vie humaine. Ce sont eux qui ont créé un système qui transforme les hommes en esclaves de leur temps, en esclaves d'une idéologie qui nous dit que seuls existent le travail et l'accumulation. Mais ce n'est pas la vie, c'est un sacrifice, c'est une aliénation, c'est la mort de l'homme dans la machine du capital.

Et là, à ce moment-là, nous devons nous demander: qu'avons-nous fait de notre volonté de puissance ? Nous nous sommes laissé dominer. Nous nous sommes laissé utiliser comme chair à canon, comme pions dans un jeu dont nous ne connaissons jamais les règles. Nous avons accepté le mensonge, nous avons accepté le système qui nous condamne à vivre dans la médiocrité, à être les otages d'une structure qui n'a d'autre but que de se reproduire et de maximiser le profit. Ce n'est pas la liberté ! Ce n'est pas la vie, messieurs du mensonge, c'est la soumission. C'est la sale affirmation du troupeau.

Mais il existe une alternative. Dans nos yeux, dans nos esprits, dans nos mains, il y a une étincelle, une volonté indomptable qu'il faut libérer. L'oppression ne nous définit pas, elle ne nous représente pas. La lutte des classes, la lutte pour la libération humaine, ne passe pas par les frontières physiques, mais par la destruction du système économique qui nous divise, qui nous confronte, qui nous détruit. C'est la lutte contre le capital, contre ses maîtres, contre l'aliénation qui peut nous sauver. Le capitalisme laisse l'homme réduit à l'ombre de lui-même.

Les immigrants par exemple ne perturbent pas le système ; Ils sont simplement victimes d'un système qui se nourrit de leur désespoir, de leur lutte pour survivre. La véritable bataille est autre : elle est contre ceux qui nous ont fait croire qu'il n'y avait pas d'autre voie, qu'il n'y avait pas d'autre issue. C'est contre ceux qui nous disent que nous sommes des animaux dans une course à la survie, alors

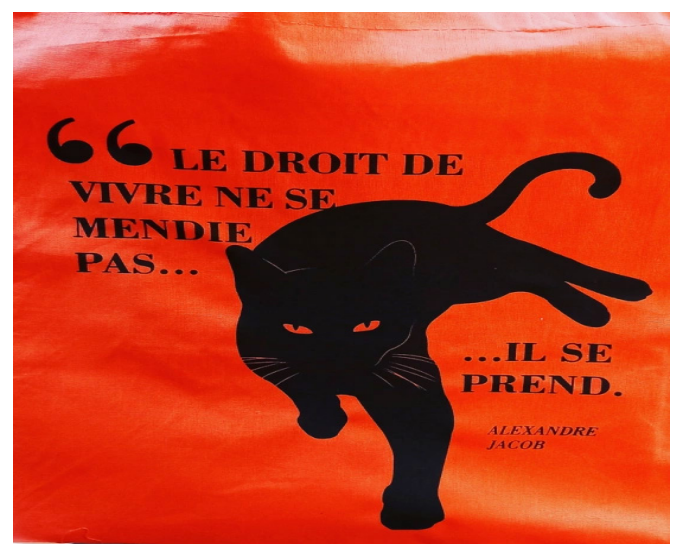
qu'en réalité nous sommes des hommes et des femmes destinés à la création, à l'épanouissement, à l'égalité.

La révolution commence dans notre conscience. C'est un réveil, un réveil radical qui exige une nouvelle vision de l'homme, de la société, du pouvoir. Il ne s'agit pas de blâmer les autres, il ne s'agit pas de construire des murs, mais de détruire les chaînes qui nous lient. L'histoire est pleine de promesses non tenues, de cris réduits au silence, de sang versé dans le sable de l'oubli. Mais il est encore temps. Il reste une dernière chance. Et cette opportunité réside dans la reconnaissance que l'ennemi n'est pas à l'extérieur, mais à l'intérieur de nous, dans le système que nous avons accepté comme inévitable.

Il est temps pour nous de prendre en main nos vies, nos consciences, nos luttes. Il est temps que nous sachions que la véritable révolution n'est pas celle qui se fait avec les armes, mais avec la pensée, avec l'action radicale qui transforme le monde depuis ses fondations. C'est le premier pas vers notre libération : détruire la structure qui nous opprime, pour que l'homme puisse enfin être ce qu'il devrait être: libre, créatif, autosuffisant dans sa volonté, dans sa capacité de transformation.

Laissez tomber le masque. Que le mensonge brûle. Que les voix de ceux qui maintiennent véritablement le monde uni s'élèvent au-dessus du bruit de la propagande. Parce que le vrai problème n'a jamais été celui qui vient de l'extérieur. Le véritable problème a toujours été celui qui gouverne d'en haut. Le pouvoir n'est pas dans la peur, il n'est pas dans la culpabilité, il n'est pas dans la soumission ! Le pouvoir réside dans la volonté, dans la lutte, dans la destruction des murs, dans l'affirmation de notre propre humanité. Ce n'est qu'alors que nous pourrons dire que nous sommes libres.

V. S.





Nationalisme évangélique aux Etats-Unis



Les Etats-Unis n'ont jamais été un modèle. C'est au final un pays qui s'est bâti en assassinant puis en asservissant les Indiens. Tout cela avec la bénédiction des religions. Avec le temps, ce pays est devenu un dépotoir de fanatiques religieux ; ça jure sur la bible à tout va. Aujourd'hui, ce « grand modèle de démocratie » est une véritable décharge à ciel ouvert de complotistes, de suprémacistes blancs, de climato-sceptiques... Le trio de cons qui a été élu récemment ne déroge pas. Le gros orange au fond de teint dégoulinant sur ses cols de chemise, le bouffeur de kétamine et Vance la pute de Poutine sont les nouveaux obscurantistes des U.S.A qui alimentent le chaudron du populisme.

Les nouveaux censeurs s'attaquent à la science, aux savoirs et aux connaissances. Leur censure idéologique s'étend comme une toile d'araignée géante contre la recherche académique. En bons capitalistes, Trump et ses courtisans ne veulent surtout pas que les gens comprennent la science de leur malheur et les origines des inégalités sociales. De surcroît, ce sont des délinquants climatiques qui se refusent à informer la population sur les défis climatiques, la biodiversité, la protection des milieux naturels, voire la santé humaine avec ses anti-vax. Toute science qui porte sur l'environnement et le climat est clouée au pilori. La nomination de Lee Zeldin est des plus inquiétantes. En prenant les rênes de l'Agence de Protection de l'Environnement, ce fossoyeur du climat va axer sa politique sur la croissance, rien que la croissance, tout en tentant de tout déréguler afin que les industries n'aient plus d'entraves. Energies fossiles, le tout automobiles et l'I.A. Quel protecteur de l'environnement ; ça en est presque risible, d'un rire jaune bien entendu. Ces politiciens veulent maintenir les gens dans l'ignorance et surtout ne pas favoriser les penchants humains pour la liberté, l'entraide et l'émancipation sociale. Ces obscurantistes remettent en cause l'évolution humaine ; ils s'associent à

la pas si lointaine idéologie national-chrétienne, notamment celle des évangéliques. Exit la documentation sur les espèces disparues et l'évolution biologique. Exit les recherches sur la santé avec des coupes budgétaires sans équivalent jusqu'à présent. C'est une nouvelle forme de maccarthysme, toutes choses égales par ailleurs, car l'ironie de l'histoire, c'est que le maccarthysme faisait la chasse aux communistes dans les milieux du spectacle, la culture et bien sûr la politique et qu'aujourd'hui, Trump et son gouvernement se font les porte-voix des Russes, ceux-là mêmes qui ont envahi l'Ukraine pour la soumettre. Trump et Poutine, des masculinistes en puissance, ont en commun la haine des étrangers et de l'idéologie de genre.

Vraiment un exemple les Etats-Unis ? En 2021, près de la moitié des adolescents et les trois quarts des adultes étaient considérés, d'un point de vue clinique, comme étant en surpoids ou obèses, ce qui représente 208 millions de personnes. Les prévisions sont alarmantes : 260 millions de personnes seront en surpoids ou obèses d'ici 2050.

Plus de 80 % des Américains pourraient être en surpoids ou obèses d'ici 2050, selon la revue médicale "The Lancet". Et la situation pourrait être pire quand on constate une santé publique américaine au bord du gouffre. C'est vrai aussi que les Etats-Unis sont les champions de la malbouffe, celle qui est davantage sucrée et salée. Sans compter l'air pollué... Et l'oncle Sam se permet de donner des leçons.

Mais où sont passés les militants des droits civiques, des combattants contre la guerre du Vietnam, les libertaires d'Occupy Wall Street ? Bakounine, reviens, ils sont devenus fous.

Goulago (GLJD)

Démofascisme

Peu d'auteurs abordent le lien entre démocratie et totalitarisme. Cet article vise à analyser cette question en passant en revue les principales contributions apportées à ce jour, qui serviront à contextualiser les réflexions ultérieures qui se proposent d'être soulevées dans une perspective idéologique anarchiste, dont certaines ont déjà été avancées dans « Anarchie contre démocratie » et dans « Démocratie : dictature des majorités ». En ce sens, ce qui est censé être élucidé ici est de savoir s'il existe une relation de continuité entre démocratie et totalitarisme. Il s'agit donc d'examiner si la démocratie, en tant que système politique, contient les conditions nécessaires pour donner naissance à une société totalitaire. Cette question

est censée être répondue du point de vue de la théorie politique et contrastée avec l'analyse d'un cas concret de l'État espagnol. De cette manière, l'anarchie est à opposer à la démocratie.

Les liens entre démocratie et totalitarisme

L'un des principaux auteurs qui a expliqué la relation entre démocratie et totalitarisme est Giorgio Agamben, qui, dans son livre État d'exception, réalise une étude détaillée sur la suspension de l'ordre juridique dans le cadre des démocraties libérales ou représentatives. De cette manière, Agamben souligne que ce type de régime

politique dispose d'un mécanisme, l'état d'exception, par lequel l'ordre juridique est suspendu et les limitations légales du pouvoir exécutif sont éliminées afin qu'il puisse fonctionner sans restrictions. La suspension des droits et des libertés reconnus par l'ordre constitutionnel a un caractère provisoire et extemporané, et se produit dans des contextes d'urgence face à une menace existentielle pour la communauté politique, qui nécessite des mesures urgentes et drastiques qui ne peuvent être adoptées dans le cadre de l'ordre juridique ordinaire.

Les états d'exception répondent donc à une politique de sécurité dans laquelle un certain événement est présenté comme une menace existentielle et imminente pour quelqu'un (l'ensemble de la population, un groupe social, l'État lui-même, un individu, etc.), de telle sorte qu'il est nécessaire d'étouffer la menace le plus rapidement possible avec des mesures nécessairement extraordinaires. C'est pour cela qu'on peut parler d'une politique d'exception dans la mesure où les voies ordinaires de la politique sont provisoirement suspendues, et avec elles les obstacles juridiques et bureaucratiques. Inévitablement, ce type de politique implique que l'État accroisse ses pouvoirs et fasse un usage extraordinaire et extensif de la violence pour rétablir la sécurité.

Le point de vue d'Agamben s'apparente aux processus dits de sécurisation évoqués par Barry Buzan, Ole Wæver et Jaap de Wilde dans leur ouvrage *Security: A New Framework for Analysis*, qui s'inscrit dans le cadre des études critiques de sécurité. Ces types de processus reflètent la dynamique expansive du fonctionnement de l'État dans les situations de crise. Cependant, le lien qu'Agamben établit entre démocratie et totalitarisme réside dans la manière dont le recours à l'état d'exception a conduit à l'établissement de régimes totalitaires en Italie et en Allemagne. Cet outil juridique, inclus dans l'ordre constitutionnel des démocraties libérales, impliquait la suspension de l'État de droit, ce qui permettait aux autorités d'approuver des normes de manière unilatérale sans qu'il soit nécessaire de les faire ratifier par les organes législatifs.

En Allemagne, l'article 48 de la Constitution de Weimar a été utilisé pour instaurer l'état d'urgence en 1933 à la suite de l'incendie du Reichstag, ce qui a entraîné la suspension de la plupart des droits et libertés. Cette mesure a permis l'élimination de l'opposition politique dans l'Allemagne naissante, et avec elle l'approbation ultérieure de la loi dite d'habilitation qui a permis à Adolf Hitler de gouverner par décret sans avoir besoin du Reichstag. Ainsi, une clause constitutionnelle initialement conçue pour être utilisée de manière provisoire en temps de crise a servi à jeter les bases d'un système totalitaire à travers les canaux établis par le système démocratique libéral lui-même.

Agamben ne pose pas seulement la relation entre démocratie et totalitarisme en termes juridiques, mais son approche inclut également une perspective fondée sur la philosophie politique. C'est ce qui ressort de sa réflexion sur la biopolitique dans son ouvrage intitulé *Homo sacer*. Dans cet ouvrage, il affirme que la vie biologique est devenue un fait politique décisif, ce qui se reflète dans la pensée politique d'auteurs modernes tels que Thomas Hobbes, Samuel von Pufendorf ou John Locke, entre autres, qui ont fait référence à l'existence d'un état de nature primordial, qui constitue la référence et le point de départ pour penser l'organisation et le fonctionnement de la société basée sur les passions humaines. Ce raisonnement a été décisif dans la mesure où il a signifié la transformation de l'espace politique en un espace biopolitique qui fusionne le « bios », en référence à la forme ou au mode de vie d'un individu ou d'un groupe, avec la « zoe » ou vie nue, c'est-à-dire le simple fait de vivre en relation avec tous les êtres vivants.

Par conséquent, différentes conceptions de l'état de nature entraînent, à leur tour, différents modèles de société. Cependant, le postulat commun à toutes ces conceptions est le fait d'avoir transformé la vie, considérée comme vie nue, en un fait politique fondamental. Cette politisation de la vie ne trouve pas de limites au-delà de la vie elle-même considérée en termes purement biologiques, de sorte qu'il y a une contiguïté entre démocratie et totalitarisme dans la mesure où la vie est l'objet central de la politique. Par conséquent, ce qui est en jeu dans les deux cas est de déterminer quel type d'organisation est le plus efficace pour garantir les soins, le contrôle et la jouissance de la vie nue. Cela expliquerait alors la rapidité et la facilité avec lesquelles la démocratie peut se transformer en totalitarisme et, à son tour, le totalitarisme peut être identifié à un type spécifique de démocratie.

Ce qui précède explique les similitudes entre la démocratie et le totalitarisme en termes de portée du pouvoir politique, qui tend à s'étendre à tous les domaines de la vie humaine. D'innombrables lois, tant dans les systèmes démocratiques que totalitaires, régissent l'individu et font de sa vie une ressource, un instrument et un objet de la politique des autorités. Bien que ce soit un aspect commun aux deux systèmes, il repose sur le fait que la vie est le fondement de la politique, ce qui permet à Agamben d'établir une relation directe entre les Lumières, à travers la philosophie des droits de l'homme et les déclarations qui les reflètent, et le totalitarisme. Ainsi, la légitimité et la souveraineté de l'État dépendent de la vie naturelle, qui est introduite dans l'ordre juridique. De cette façon, la simple naissance est source et porteuse de droit et de souveraineté, tout cela matérialisé par la Révolution française.

La Révolution française a fait de la naissance le principe de souveraineté, qui a été associé à l'émergence de la na-

tion comme concept politique, qui dérive étymologiquement du mot latin « nascere » qui signifie naître. C'est ainsi que la naissance a été identifiée à la nation, fiction politique dans laquelle le corps politique est constitué par le corps des personnes qui composent la nation, qui est, dès lors, le sujet souverain qui constitue le fondement de l'État-nation. Les totalitarismes du XXe siècle se sont simplement limités à reprendre à leur compte cette même prémisse politique établie par la Révolution française pour redéfinir les rapports entre l'homme et le citoyen. [1] Le fascisme et le nazisme ont tous deux problématisé cette relation lorsqu'il s'agit de déterminer qui est citoyen et qui ne l'est pas. Les lois de Nuremberg en Allemagne et les lois raciales fascistes en Italie illustrent ce phénomène de telle manière qu'elles ne sont intelligibles que si on les place à la lumière du contexte biopolitique initié par la souveraineté nationale et les déclarations des droits pendant la Révolution française. (à suivre dans les Libertiaire d'Avril et mai)



Le centenaire de la grève des sardinières à Douarnenez



Suite du Libertiaire de Février 2025

La crise sardinière. -

Un problème insoluble avec l'état social actuel se pose en Bretagne. Les industriels, fabricants de conserves, ont fermé leurs usines, estimant que leurs bénéfices devenaient insuffisants. D'autre part, les pêcheurs bretons, par ce fait plongés dans la misère, ont, inconsciemment une part de responsabilité dans la crise en raison de l'esprit de routine qui les fait rebelles à tout perfectionnement de leur outillage de pêche.

On s'évertue à trouver des remèdes. Seuls quelques palliatifs, absolument insuffisants, — droits de douane, mesures protectionnistes, etc. — sont envisagés.

La cause de la crise est une conséquence forcée de l'organisation sociale présente, dans laquelle la production s'organise, non en vue de satisfaire aux besoins de la consommation, mais seulement en vue de bénéfices individuels dont l'importance est subordonnée au degré plus ou moins grand d'exploitabilité et d'ignorance où sont maintenus les travailleurs. Il n'y a pas moyen d'en sortir. Tant qu'il sera possible à un homme de s'enrichir du travail d'autrui, tant qu'il y aura une autorité pour protéger cette exploitation et la favoriser en maintenant systématiquement les enfants du peuple dans l'ignorance, de telles crises seront possibles.

La C. G. T. se propose d'entreprendre l'éducation syndi-

cale des pêcheurs bretons. Evidemment, c'est là le mieux à faire. Mais c'est une œuvre à longue portée et dont les bienfaits ne se feront pas sentir immédiatement.

Toutefois quand les pêcheurs auront compris d'où vient leur mal, ils sauront mieux orienter leurs efforts et les diriger contre l'exact point stratégique où s'embusque la puissance de l'ennemi, l'exploitation capitaliste.
André Girard

Temps Nouveaux du 1er Février 1913

PROPAGANDE PAYSANNE EN BRETAGNE

Le camarade E. Gwesnon, l'auteur de la brochure: Antée, les Bretons et le Socialisme (dont Jean Grave a donné aux Temps Nouveaux une élogieuse analyse), vient de mettre aux mains des camarades de Bretagne une arme, très délicate, à vrai dire, et ceux-ci doivent se hâter de comprendre quelle valeur elle peut acquérir s'ils savent s'en servir. Je veux parler du premier numéro d'un bulletin d'éducation paysanne bretonne que les Temps Nouveaux ont annoncé et qui porte le titre inoffensif et rustique : Brug (Bruyères). (Voir dans le présent numéro le sommaire du numéro 1).

Il me charge de déclarer aux camarades que ce n° 1 a été composé entièrement à ses frais, 5 francs; le clichage du dessin, tracé exprès pour Brug par l'artiste, revenant à 15 francs, ;l compte que les camarades voudront bien lui assurer la somme modique de 25 francs par mois par

souscription, pour permettre la continuation de l'œuvre.

Il a exposé dans Antée le principe de sa propagande : pénétration des masses paysannes par l'usage des langues locales; en particulier, des masses paysannes bretonnes par l'usage de la langue nationale des Bretons. J'ai déjà à plusieurs reprises développé, aux Temps Nouveaux, l'idée du camarade Gwesnon, et je l'ai hautement approuvée. Je résume en quelques mots : La langue française n'est pas la langue des Bretons. C'est le secret de leur éternel mysticisme chrétien, de leur éternelle répugnance à vivre cette vie terrestre, et à améliorer leur condition humaine, que le culte du passé et les superstitions leur soient enseignés par les prêtres en leur langue; et que nos idées à nous, nos idées d'émancipation morale et de bien-être matériel leur soient présentées dans une langue qui n'est pas la leur. C'est aussi le secret de leur irréductible inadaptation aux nécessités de la vie moderne, de leur aveulissement, de leur alcoolisme; en un mot, c'est le secret de la prompte décadence de ce peuple, osons le dire, que sa langue, son moyen naturel d'expression et de compréhension, ait été, et soit, impitoyablement nié et condamné par ceux mêmes qui parlent d'affranchissement universel, de droits des peuples, de droits de l'individu.

Parlez au Breton sa langue, et du même coup, d'un esclave vous ferez un homme libre, car le Breton est essentiellement libertaire. C'est notre plus intime conviction qu'un homme doit valoir par soi-même. Mais c'est aussi le fait le plus éclatant de l'histoire des hommes que, en général, tant vaut le peuple dont il naît, tant vaut l'individu. Un Européen actuel est assurément de naissance plus proche de la liberté et de la conscience qu'un esclave des Pharaons!

Or l'âme d'un peuple, c'est sa langue. Nier cette langue, c'est tuer cette âme, tuer une énergie particulière, une volonté humaine. Devant l'étranger, le paysan, l'ouvrier breton ont honte de leur langue. A l'étranger (j'entends ici la France, aussi bien qu'une autre nation), ils se sentent incompris, rapetissés, diminués, abêtis, parce que l'étranger ridiculise, méprise leur naturelle expression d'eux-mêmes. Mais chez eux, entre eux, le paysan et l'ouvrier breton cuvent en silence l'humiliation, et ils refusent de jamais sympathiser avec les idées de l'étranger.

Il faut rendre au Breton la confiance en soi. Il faut reconnaître sa langue, qui est antique, qui est belle, qui est la langue d'un grand peuple vaincu, mais infortuné et las. En reconnaissant sa langue, en la lui parlant, en l'honorant, en lui aidant même à la mieux connaître, nous rendrons peu à peu confiance et vie à ce grand peuple, et une énergie précieuse, incalculable, une fierté virile se réveillera au cœur de ces millions d'individus qui parfois semblent égarés en ce monde.

Brug n'a aucun caractère de violence révolutionnaire. Il

ne contient aucune polémique, aucune attaque anti-religieuse ou anti-politique. Il est a-religieux, a-politique. Il offre des chansons populaires en la langue du pays; des contes du pays; et puis quelques courtes, simples réflexions en la langue du pays, sur les événements ou les aspects de la vie ouvrière et paysanne. Brug doit arriver à être lu des paysans, qui ne lisent rien. Le paysan breton doit d'abord apprendre à lire: il ignore qu'il est esclave, et seules des pages en sa langue, où sa vie simple se reflète, lui seront accessibles, l'engageront à lire, lui révéleront qu'il doit s'affranchir, qu'il le peut.

Aux camarades d'y penser. Brug est une tentative intéressante. Trouverons-nous entre nous 25 francs par mois pour en assurer la tâche ?

BRENN.

Aux Camarades de Bretagne. Vient de paraître:

BRUG bulletin mensuel d'éducation révolutionnaire paysanne bretonne.

Sommaire du n° 1 : Marin-pêcheur breton (dessin de Lemordant); Chanson vannetaise; Conte trégorois; Article français sur la crise sardinière; Article haut-cornouaillais sur l'enseignement bilingue (breton-français); Article trégorois sur les travailleurs du lin; Article vannetais sur les Coopératives et les Syndicats.

Annonces de journaux bretons et révolutionnaires.

0 fr. 05 l'exemplaire; 0 fr. 40 la douzaine, aux bureaux des « Temps Nouveaux »

La Première Guerre mondiale crée un véritable appel d'air et une forte demande de conserves notamment pour ravitailler les soldats au front, les planqués de l'arrière et la population civile. L'industrie sardinière est fortement sollicitée. Elle reprend des couleurs, l'exploitation aussi.

Après la Première Guerre mondiale

La scission syndicale de 1922 rebat les cartes partout en France

Les syndicalistes révolutionnaires, soucieux de l'indépendance syndicale vis-à-vis de tout parti politique, ne sont pas en reste des critiques contre le Parti communiste naissant et analysent les mouvements sociaux de l'époque à l'aune de la nouvelle configuration syndicale suite à la scission CGT/CGTU et syndicats autonomes. Les anarchistes accusent parallèlement la dictature communiste qui se met en place en URSS mais aussi en France au sein de la CGTU.

Le Flanchec : opportuniste et versatile

Bien avant la grève des sardinières, commencée fin novembre 1924, les anarchistes dénoncent l'opportuniste de Le Flanchec. Ancien anarchiste individualiste donc anti-syndicaliste, il est aussi intéressé selon les dires de l'auteur de l'article ci-dessous par les avantages financiers octroyés en tant que Secrétaire de la Fédération communiste du Finistère. De même, comme plusieurs militants anarchistes, il fut attiré par les sirènes du Parti Communiste à l'instar de Victor Serge. Ces militants, au travers de multiples articles écrits dans *L'Anarchie*, avant 1914, affichaient un certain mépris pour les « masses ouvrières » et prenaient un malin plaisir à prendre à partie les anarchistes investis dans les syndicats, ceux qui avaient les mains dans le cambouis. L'article du *Libertaire* est antérieur donc à l'élection de Le Flanchec comme maire de Douarnenez le 7 octobre 1924.

Le libertaire du 27 Avril 1924

Le passé d'un candidat

Ces jours derniers, le journal des masses publiait les candidats députés de différents départements. Causons du Finistère, si vous le voulez bien.

Un nom me sauta aux yeux, sans m'étonner plus que ça : Le Flanchec (Daniel), secrétaire de la Fédération communiste du Finistère. Qu'est-ce donc que ce Le Flanchec ? Le Flanchec, que je connais depuis 1911, est l'individu sans scrupules, rien ne l'arrête, pourvu qu'au bout il y ait de l'argent et encore de l'argent. A cette époque, il se cataloguait en individualiste, formule élastique. Il écrivait, à cette époque, dans le journal *L'« Anarchie »* et aussi dans le « Mouvement Anarchiste », sous le nom de Daniel. Qui ne l'a pas entendu, à cette époque, dans les réunions publiques, ne connaît pas Le Flanchec. Sa virulence oratoire ne pouvait aboutir qu'à une candidature. Il était à *L'« Anarchie »* avec Lanoff, Lorulot, Kibalchiche et autres dont le nom m'échappe. Par son mépris de la masse ouvrière, il fit comme Kibalchiche dit Victor Serge. Il alla vers la dictature... communiste. Politicien, il l'a toujours été, toujours cherchant des combines.

Il y a déjà de nombreux mois, je mettais en garde les camarades brestois — certains du moins — contre deux individus : Le Flanchec et Le Trocquer. Ce dernier fut démasqué en flagrantes relations avec le journal réactionnaire de Brest : la « Dépêche ». Le premier est aussi à surveiller de près, pour qui connaît ses appétits. Ce Le Flanchec ne tenait-il pas, en effet, certains propos à Paris, en juillet 1923 ? Un camarade lui demandait les raisons de sa conduite présente. « Mon vieux, répondit Le Flanchec, secrétaire de la Fédération communiste du Finistère, j'ai le bon filon : 1.000 balles par mois, sans compter les à-côtés ; que veux-tu, il faut se débrouiller dans la vie, etc., etc.... » Ces paroles, comme je le disais ci-dessus, dénotent bien le fond de l'individu ; c'est du pur Le Flanchec

; toute sa conviction se mesure selon les billets de banque qu'on lui met dans la main.

Mais je croyais qu'il y avait une décision du Comité directeur du P. C. disant « que les permanents du Parti ne pourront être candidats aux prochaines élections ». Mais alors... et Le Flanchec ? Tout cela c'est du « Passez muscade » ! Pauvres gens qui suivez de tels lascars, de tels « bedits gommerçants ». Au fait, petit commerçant de quoi ?

ALAIN.

La Révolution Proletarienne

Dans la Révolution Proletarienne du 15 Juillet 1927, l'instituteur Emmanuel Allot qui a retracé la grève des Penn Sardin, dont nous reparlerons ci-après, nous donne a posteriori des informations sur la situation qui prévalait avant 1914 dans le milieu de la pêche.

[...] « Et puis nous ne devons pas oublier, quelle était leur triste situation avant-guerre. Les ménages de pêcheurs vivaient dans un état qui frisait la misère.

Le régime — que j'ai bien connu — était celui de la sous-alimentation chronique. Qu'il y ait abondance ou disette de poisson la situation était sensiblement la même, car dès que la sardine se montrait un peu sur la côte les prix baissaient terriblement et bien souvent les pêcheurs ne trouvaient pas d'acquéreurs. D'ailleurs les journaux bourgeois d'alors le reconnaissent eux-mêmes et M. Le Bail l'a bien montré à la Chambre en citant les chiffres suivants : Chiffres de la disette. En 1902, à Penmarch, d'après les calculs de M. Dupouy, directeur d'usine, le gain des marins pêcheurs a varié de 36 centimes par jour à 1 fr. 44. En 1903, dans une monographie, l'honorable M. Lebras, juge de paix à Pont-Croix, calculait le gain d'une famille de marins pêcheurs sardinières, composée de onze personnes, le mari, la femme et neuf enfants, alors que trois membres de la famille travaillaient ensemble sur le même bateau. Ce gain était de 1.730 francs, ce qui donnait pour chacun le chiffre de 157 francs. En 1905, les chiffres ont varié de 204 à 132 francs. Je trouve ces chiffres dans une enquête qui a été faite par M. Tissier, sénateur, qui a parcouru toute la côte bretonne pour renseigner le journal *Le Matin*. En 1907, les gains ont varié de 420 à 280 francs. Enfin, en 1912 — ce sont les chiffres officiels — à Douarnenez, le, marin pêcheur a gagné de 250 à 400 francs ; à Audierne, 100 francs ; à Saint-Guérolé, 40 francs ; à Kérity-penmarch, de 80 à 120 francs ; à Guilvinec, 500 francs.

Voici maintenant les chiffres des années d'abondance. Après une disette qui a duré de 1902 à 1908 inclus, tout d'un coup, la sardine fait sa réapparition et l'année 1909 est fructueuse en poisson.

Voici l'extrait que je détache d'un journal, le *Populaire* de

Nantes, du 15 novembre 1909 : « La pêche de la sardine a rapporté cette année à Lesconil. » — c'est un port de pêche voisin de Penmarch — « une moyenne de 250 à 300 francs par homme, ce qui est peu, relativement à la quantité de poisson pêché. » Mes souvenirs personnels me permettent d'affirmer que le gain annuel d'un pêcheur était au plus alors de 6 ou 700 francs et encore les années où il a été moins élevé ne furent pas rares. Et c'est à ce régime de famine que les usiniers voudraient faire revenir les travailleurs de la côte. Jamais les marins bretons n'accepteront aujourd'hui de mener l'existence misérable et pénible de leurs pères. Eux aussi, quoi qu'en pensent les fabricants, ont droit à quelque peu de bien-être et à une vie plus saine que celle qu'un grand nombre d'entre eux ont vécu, il y a quelque vingt ans. Par la faim, on les aura peut-être, mais je suis persuadé que la révolte qui grondera en eux éclatera souvent et alors tant pis pour les affameurs. »

Voilà pour planter le décor de la Grande grève des Penn Sardin dont on commémore le centenaire cette année, à Douarnenez, mais aussi dans le milieu ouvrier d'aujourd'hui.

Nous vous livrons dans le cadre de ce centenaire une remarquable monographie, écrite à chaud, par un instituteur finistérien en janvier 1925, Emmanuel Allot, parue dans la revue La Révolution Proletarienne.

UNE GREVE DE LA "MISERE"

- La victoire des sardinières de Douarnenez

Douarnenez, le 17 décembre.

Un journal parisien a dit de la grève de Douarnenez, qu'elle était « la grève de la misère ». Rien de plus juste. Quoi qu'en disent les patrons et les journaux à leur solde, la grève des sardinières et des manœuvres d'usines est purement économique.

C'est la vie chère qui a poussé les ouvriers à la grève; ce sont les privations qu'ils endurent depuis des mois et des mois qui les ont faits sortir de l'usine.

Quand on voit leurs misérables salaires, on se demande comment ils ont pu attendre si longtemps sans réclamer les quelques sous supplémentaires qui leur permettraient non pas de nourrir convenablement leur famille, mais simplement de diminuer un peu leur misère.

Grève révolutionnaire et communiste, quel mensonge du patronat ! Il est vrai qu'il en a l'habitude.

Cette grève n'a qu'une seule et unique cause: les salaires dérisoires ; et qu'un but : l'augmentation de ces salaires. Les ouvrières qui touchent actuellement 0 fr. 80 de

l'heure, demandent 1 fr. 25 et les manœuvres qui sont à 1 fr. 30 veulent 1 fr. 75.

Situation des ouvrières des usines de conserves

0 fr. 80 de l'heure. Quelle dérision, surtout quand on connaît le travail que ces ouvrières doivent fournir en période de pêche.

Voici ce que j'écrivais à ce sujet en février dernier dans l'Ecole Emancipée : - « Dans les usines de conserves de la côte bretonne, la plus grande partie du travail de nettoyage du poisson, cuisson, mise en boîte, huilage, vérification des boîtes, etc., est faite par des femmes. Lorsque, en été, les touristes se promènent le long des plages, ils prennent souvent plaisir à s'arrêter devant les usines pour entendre les femmes chanter et certains d'entre eux trouvent cela bien gai. Mais ils ne savent pas que les femmes chantent pour rompre la monotonie du travail et surtout pour éloigner le sommeil ; ils ne se doutent pas que parfois à minuit, une heure, deux heures du matin, les sardinières sont encore à la besogne, les paupières battantes, les jambes lasses, les reins brisés et qu'après quelques petites heures de repos, elles devront revenir à l'usine sans avoir à peine eu le temps d'embrasser leurs enfants, sans avoir vu leur mari revenu de la pêche la veille et reparti dans la soirée. Le travail le plus dur est celui des cuiseuses. Toujours debout, toute la journée le visage au-dessus de l'eau ou l'huile en ébullition, elles doivent, l'attention toujours en éveil, plonger continuellement de lourds grils chargés de poissons dans de grandes bassines remplies de liquide bouillant.

Et j'en connais qui, les jambes enflées par la station debout et ne pouvant plus marcher, furent reconduites chez elles, en voiture.

Pour ce travail éreintant, travail de bête de somme, ces pauvres ouvrières touchent à Douarnenez, la somme fabuleuse de 0 fr. 90 - dix-huit sous - de l'heure. Les sardinières les plus nombreuses, qui font les autres travaux, ont 0 fr. 80.

En pleine pêche, les ouvrières rentrées chez elles à minuit ou une heure doivent être de nouveau au travail à 7 ou 8 heures du matin, rester toute la journée et encore une partie de la nuit suivante à l'usine et cela pendant plusieurs jours et souvent plusieurs semaines de suite.

Le poisson pêché et porté à l'usine n'attend pas et il faut 15, 16, 17 heures de travail par jour. Les femmes n'ont alors que 7 ou 8 heures de repos sur lesquelles elles prennent le temps de se rendre à la maison, de préparer les repas et de soigner les enfants en trois quarts d'heure ou une heure.

On cite dans les ports de pêche les usines qui travaillent le plus et l'on dit : « Les femmes de chez M. X. ont eu 90

fr., 100 fr. à leur semaine ». Et tous les chiens de garde de la bourgeoisie de s'écrier : « Tout de même, quel beau gain pour des femmes. »

Eh oui ! C'est beau ; mais songez un peu à ce que ce gain, insuffisant pour vivre, représente de travail : 100 francs à la semaine, c'est 125 heures de travail, c'est 18 heures par jour pendant 7 jours. Reste 6 heures pour dormir et manger. Ces chiffres sont rigoureusement exacts.

Naturellement, pendant toute la saison, le travail n'est pas aussi intensif ; qui résisterait à un pareil surmenage ? Cependant, dans une usine, en décembre dernier, moment où la pêche est loin d'être abondante, les femmes ont fait 80 heures de travail en 5 jours et cela les unes pour 64 fr., les autres pour 52 francs.

Pour compléter ce tableau, nous devons ajouter que les heures de nuit ne sont payées que 0 fr. 80 comme celles de jour et que le temps passé à l'usine à attendre l'arrivée du poisson, la fin du salage, du séchage (si le poisson est séché au soleil), ou le refroidissement du poisson après la cuisson, n'est pas payé.

Dans les autres ports, même situation, mêmes conditions de travail. A Audierne, Guilvinec, Penmarch, etc., les salaires sont encore plus dérisoires : 0 fr. 70 de l'heure, et à Concarneau, où les ouvrières travaillent à la tâche, au mille (sardine) ou à l'unité (thon), tout compte fait, elles ne gagnent pas beaucoup plus qu'à Douarnenez. L'exploitation est aussi éhontée. Les femmes n'ont aucun moyen pour contrôler exactement la quantité de poisson travaillé et le tripotage est si facile !

Les manœuvres d'usines

La situation de ces travailleurs, occupés à l'emballage, au camionnage, aux machines, etc., est encore plus triste.

Pères de famille pour la plupart, ils doivent faire vivre leur nichée avec des salaires variant de 10 à 12 francs par jour. Aussi, pour augmenter leur maigre pitance, sont-ils obligés de faire de nombreuses heures supplémentaires, les nuits payées, toujours à Douarnenez, au tarif de 1 fr. 30.

Il faut les voir sortir des usines, la figure pâle et amaigrie par les privations et manger à midi (le repas du soir est aussi maigre) la soupe et le bout de pain apportés par le petit garçon ou la femme, car beaucoup habitent dans les communes environnantes, pour se faire une idée de la misère qui règne chez ces travailleurs qui ne gagnent jamais de quoi vivre convenablement.

A Audierne et dans les autres petits ports, la vie des manœuvres qui ne gagnent qu'un franc de l'heure est tout aussi misérable.

Pas d'organisation syndicale

Pour se défendre et arracher aux patrons un peu de mieux-être, les ouvriers et ouvrières d'usine des ports bretons n'ont aucune organisation syndicale. Ces travailleurs, avant la grève, n'avaient pas encore compris l'utilité du syndicat. Les quelques essais d'organisation d'avant-guerre n'ont pas tenu dans la tourmente et il y a un mois, il n'existait aucun syndicat d'ouvrières, aucun syndicat de manœuvres et les syndicats de marins pêcheurs n'avaient que des effectifs squelettiques.

Nous savons bien que chez un grand nombre de travailleurs des ports, chez les marins en particulier, il existe un esprit de révolte bien marqué, et qu'en cas de conflit avec les usiniers ou mareyeurs, ils seront tous prêts à la lutte et viendront au syndicat, mais le conflit terminé, chacun reprend la mer ou l'usine et oublie la cotisation qu'il faut verser.

Peut-être que les conditions de travail des marins-pêcheurs expliquent en partie cela : difficulté de trouver un secrétaire qui soit toujours au port, difficulté de réunir et de toucher les adhérents pendant la saison de pêche, surtout si le poisson donne bien dans un autre port, chômage d'hiver, mais cependant je crois qu'un effort continu fait par les organisations centrales donnerait des résultats.

Pour les ouvrières et manœuvres, encore dans certains ports sous la coupe des curés, on peut dire qu'ils renaissent à la vie syndicale. Je dis « renaissent », car quoi qu'en disent certains journaux parisiens, il y a eu dans le passé des grèves importantes de sardinières.

Il faudra sans doute plusieurs mouvements, plusieurs batailles de classe encore, pour bien faire comprendre à la majorité de ces travailleurs la nécessité de se grouper solidement dans le syndicat et les buts du syndicalisme.

Le patronat, lui, est organisé

Si les ouvriers, femmes et hommes, ne connaissent pas le chemin du syndicat, par contre, les patrons des usines de conserves étaient fortement organisés. Forts de l'indifférence ouvrière et soutenus par les curés qui malheureusement jouissent encore d'une grande influence dans les ports bretons, ils règnent en maîtres dans les usines et ne donnent une semi-liberté aux ouvrières que contraints, la main-d'œuvre féminine faisant souvent défaut pendant la saison de pêche.

Ce sont, pour la plupart, des patrons de « droit divin ». Ils ne veulent ni reconnaître les syndicats qui ne sont pas sous leur coupe, ni discuter avec un Comité de grève composé de délégués non choisis par eux.

Ils sont d'autant plus forts qu'ils possèdent de nom-

breuses usines sur toute la côte bretonne et vendéenne. Si l'une des usines chôme, manque de poisson ou grève les autres travaillent à plein rendement et les marchés passés sont quand même exécutés. Cette situation leur permet d'attendre sans trop de gêne tout au moins pour les « gros » des jours meilleurs. Il n'en est pas tout à fait de même des petits patrons qui ne possèdent qu'une seule usine (4 ou 5 à Douarnenez). Ceux-ci sont handicapés. Si leur usine ne travaille pas, il leur est très difficile de livrer à la date fixée les commandes faites ; aussi, sont-ils parfois moins intransigeants.

Douarnenez a 21 usines de conserves, toutes en grève. On y travaille surtout le poisson ; sardine, thon, maquereau, sprat. Une dizaine d'usines font en plus des conserves de petits pois.

On peut classer ces usines en trois catégories :

1° Les plus grosses maisons : Amieux, : 14 usines d'alimentation : poisson, légumes, confitures, chocolat, etc., dans différents ports de la côte de l'Atlantique ; Béziers : les frères Béziers possèdent 11 usines, dont 6 dans le Finistère : poisson, légumes, confitures. A Douarnenez, Béziers a aussi une fabrique de boîtes vides. Saupiquet (10 usines).

2° D'autres ont plusieurs usines sur la côte ou dans le pays (de 6 à 2) : Chemin, Dandicolle et Gaudin, Eugène Jacq, Azéma et Farnan, Lejeune, Compagnie Générale, Pennanros (cadet), G. Doré, Poriel, Roussel, Chancerelle Charles, Chancerelle Pierre, Chancerelle Robert.

3° Enfin, les cinq patrons suivants ne possèdent que leur usine de Douarnenez : Quéro, Guy, Lotzachmeur, Parmentier, Pennamen. Ce sont eux qui souffrent le plus de la grève.

A ces usines, ajoutons les deux fabriques de boîtes vides : Ramp (nombreuses actions possédées par la famille Chancerelle) et Carnaud, des forges de Basse-Indre, affilié vraisemblablement au Comité des Forges ; et la biscuiterie de Bretagne, en grève également, où tous les fabricants de conserves et les mercantis douarnenistes ont des actions.

L'âme de la résistance patronale est M. Béziers, président de la Chambre patronale.

Homme dur et froid, au visage amaigri, dont le masque respire une impressionnante impassibilité, il s'entend à merveille pour l'exploitation de son industrie.

Toujours maître de lui, M. Béziers parle lentement, surtout quand il traite une grosse affaire ; tous ses mots sont pesés et il sait bien, dit-on, à la manière du père Grandet, arracher aux divers courtiers les plus fortes remises.

Né dans la conserve, il suit les méthodes de son père, qui s'est rapidement enrichi, et malgré des dehors frustes, il possède un capital immense sans cesse accru.

« Soyez brefs, déclare-t-il aux clients qui l'approchent ; nos instants et les vôtres sont précieux ». Et ceci dépeint l'homme dont le principal souci semble être d'accumuler sans arrêt. Et nous ajoutons que la manie de thésauriser aussi bien que la crainte des temps futurs ont fait de ce patron un neurasthénique aigu.

Une très grande partie de son avoir, aux dires des mieux renseignés, consiste en biens immobiliers, dont le lot formidable vient de s'accroître de la propriété du prince Murat à Callac (Côtes-du-Nord) qu'il a récemment acquise.

Et voilà l'homme qui ose affirmer que les salaires de 0 fr. 80 et 1 fr. 30 de l'heure « permettent aux ouvriers d'avoir un niveau de vie normal ».

La Grève s'ébranle

Avant la grève, et depuis quelques semaines, il y avait déjà une certaine effervescence dans les usines ; des grèves partielles éclatèrent fin octobre, début de novembre.

Ce sont d'abord les mécaniciens de l'usine Hamp (boîtes vides). Après trois jours de grève, ils rentrent avec 0 fr. 10 d'augmentation de l'heure. Ensuite, les manœuvres de l'usine Roussel s'agitent et réclament 1 fr.50 de l'heure.

Un groupe d'ouvrières de l'usine Béziers suit et demande une augmentation de salaires. Quatre d'entre elles sont remerciées.

Puis c'est la grève locale. Elle éclate le vendredi 21 novembre. Le personnel de l'usine Carnaud fabrique de boîtes vides sort le premier et réclame 1 franc de l'heure pour les ouvrières et 1 fr. 50 pour les manœuvres. Le samedi, l'autre usine métallurgique entre dans le mouvement, bientôt suivie de la biscuiterie, de la filature et de toutes les usines de conserves.

Le mardi 25, la grève est générale. 2.200 grévistes sont dans la rue.

Dans quelques usines de conserves, les ouvrières sont sorties, laissant du poisson non travaillé sur les tables. D'où fureur patronale.

Remarquons tout d'abord que ce poisson ne fut pas perdu. Les rares employés restés à l'usine (commises, acheteuses, gérant, patrons même) le travaillèrent.

Si les patrons se plaignent, tant pis. Les ouvrières se sont défendues en employant le seul moyen qu'elles possédaient : la grève. Et comme il n'existait pas de syndicat,

la grève n'a pu être préparée et le mouvement ne pouvait être que spontané, comme il l'a été.

Au début de la grève, le manque d'organisation syndicale se fait sentir ; il y a un peu de flottement. Tout le monde n'est pas d'accord sur les revendications. Puis le mouvement se discipline. Avec l'aide des camarades Lucie Colliard, Simonin, délégués de la C.G.T.U., et Tillon, de l'Union Régionale, un Comité de grève s'organise et le cahier de revendications est établi.

Usines de conserves					
	Tarif actuel	Tarif demandé		Surtravail actuel	Tarif demandé
Sertisseurs, prix de l'heure	1 45	1 90			
Manœuvres --	1 30	1 75			
Femmes sardinières.. --	0 80	1 25			
Fabrication de boîtes vides					
Femmes.....	0 70	1 20			
Montage.. (prix de mille)	3 10	4 50			
Boîtes de pois --	5 >	6 50			
Bordeuses --	1 60	2 25			
Caoutchouteuses, barre	0 80	1 25	au moins de 8,000 par jour	0 30	0 60
Presses..... --	0 85	1 30		0 30	0 60
Répareuses..... --	0 95	1 35			
Mousses..... --	0 60	0 75			

Mensonges patronaux

Dans la première semaine de grève, le juge de paix tâche, mais en vain, d'arranger le conflit. Les patrons ne veulent rien entendre, sous prétexte que les camarades qui dirigent le mouvement ne leur plaisent pas. Ils répondent au juge en disant que : 1° La grève n'est pas économique, c'est une grève politique, révolutionnaire et communiste; 2° Les ouvriers n'ont pas respecté le contrat de travail signé le 8 février 1924 qui prévoyait la révision des salaires à dates fixes ; 3° Ils sont décidés à donner 0 fr. 90 de l'heure aux ouvrières et 1 fr. 40 aux manœuvres, à partir du 1er janvier 1925 et que cette décision est nette et irrévocable.

Les premiers pourparlers s'arrêtent là.

Avant de continuer, examinons un peu cette lettre.

a) Grève révolutionnaire. Mensonge. Inutile de s'appesantir. Si réclamer 1 fr. 25 et 1 fr. 75 de l'heure, quand

on ne gagne que 0 fr. 80 et 1 fr. 30, c'est vouloir faire la Révolution, les patrons se trompent et pas d'un peu. Ce mauvais prétexte est d'ailleurs servi par le patronat dans toutes les grèves.

b) Le contrat du 8 février n'a été signé que par un patron. M. Ramp. Il ne lie qu'une fabrique de boîtes vides. Il ne concerne en rien le personnel des usines de conserve qui n'ont aucun contrat, les patrons veulent tout simplement essayer de tromper la population en faisant croire que ce contrat était applicable à leurs usines. De plus, l'article 3, qui prévoyait la révision des salaires, n'a jamais été appliqué. Le patron se gardait bien de faire honneur à sa signature.

c) L'augmentation prévue. Deux sous et au 1er janvier seulement. N'est-ce pas vraiment se moquer des travailleurs de Douarnenez ? Alors qu'à Concarneau, pour le travail des petits pois, payé à l'heure, les femmes ont eu à la saison dernière 1 fr. 15, les mêmes patrons offrent généreusement aux ouvrières douarnenistes 0 fr. 90 pour le même travail. Un coup d'œil sur les salaires payés à l'usine Dandicolle et Gaudin, de Tanualec (conserves de légumes) - cette maison a aussi une usine à Douarnenez suffira pour démontrer la mauvaise foi et l'intransigeance patronale.

A Banalec, les manœuvres hommes touchent 1 Ir. 75 de l'heure - les ouvrières femmes ont 1 fr. 20 et les jeunes filles 1 franc.

Donc, si la maison Dandicolle et Gaudin peut donner à Bannalec 1 fr. 75 et 1 fr. 20, elle peut, et les autres patrons peuvent, donner ces mêmes salaires à Douarnenez.

Nous devons dire que pendant les quinze premiers jours de grève, tout se passe dans le calme. Tous les jours, les grévistes se réunissent dans un jardin communal ; les manifestations, suivies par de nombreux pêcheurs, parcourent la ville sans incident et le soir, sous les halles, toute la population travailleuse de Douarnenez se trouve réunie.

En ville, pas ou peu de gendarmes. On ne les voit pas. Ils restent à Ploaré, commune avoisinante et ne descendent pas.

Dès la première semaine, on se préoccupe également des secours. Des souscriptions sont faites en ville et les gros sous des organisations commencent à arriver. Des soupes communistes sont installées dans les locaux de la Cantine scolaire mis à la disposition des grévistes par la municipalité et fonctionnent tous les jours à midi.

Incident grossi

Jeudi 4 décembre. Le premier incident de la grève grossi,

grossièrement déformé et exagéré par la presse a eu lieu ce jour-là. Témoin, je vais tâcher de le raconter sobrement.

Le matin, vers 10 heures, les grévistes arrêtent en ville un camion transportant à la gare des caisses de sardines. Le camion fait demi-tour, mais revient une heure après, encadré de gendarmes à cheval. Les grévistes, massés à l'entrée du pont qui conduit à la gare, l'arrêtent encore. Les gendarmes entrent brutalement dans la foule, mais ne réussissent pas à ouvrir un passage. Au moment où les gendarmes, furieux de se voir opposer une résistance, s'élancent à nouveau, le maire Le Flanchec et Henriët, député communiste, arrivent sur les lieux et se mettent entre la foule et les chevaux. Je dois dire que le maire fit tout son devoir. En essayant d'arrêter les gendarmes, qui sont revenus plusieurs fois à la charge, il a réussi à éviter une bagarre qui aurait pu devenir sanglante. Le sang n'a pas coulé, comme on l'a affirmé. Seule une jeune fille non gréviste, qui se trouvait sur le trottoir, a été renversée par un cheval et blessée à la jambe.

Vers 11 h. 30, tout était terminé. Le camion ne passa pas et les gendarmes rebroussèrent chemin sous les huées des grévistes et de la population massée en cet endroit.

A la suite de ce petit incident, les patrouilles de gendarmes à cheval font leur apparition en ville. Elles ne circuleront que pendant 2 ou 3 jours. La garde des usines sera assurée sans provocation par des patrouilles de gendarmes à pied. Le vendredi 5, le préfet du Finistère, après les rapports du capitaine de gendarmerie et des policiers, suspend Le Flanchec, qui, je le répète, n'a fait que son devoir de maire et de militant. Le soir, meeting encore plus important que les précédents, où les camarades déjà cités et D. Renoult, de L'Humanité, tirent les conclusions des incidents de la veille et du jour.

Après le jeudi 4, les secours affluent en plus grand nombre et le dimanche 7, il est décidé de faire fonctionner en plus grand les soupes communistes. Un autre local municipal est ouvert ; les grévistes auront désormais deux repas par jour assurés.

A noter la sympathie de la plupart des petits cultivateurs de la région. Des quêtes sont faites à la campagne et les voitures reviennent remplies de légumes.

3ème et 4ème semaines de grève

Le mouvement continue. Pas une seule rentrée. On commence à parler d'arbitrage. Les maires des communes avoisinantes, Ploaré, Tréboul, Pouldavid, interviennent et pour essayer de, solutionner le conflit, offrent leur arbitrage. Les grévistes l'acceptent. Les patrons le refusent et maintiennent leurs décisions antérieures.

A la fin de cette semaine, une certaine agitation règne chez les patrons. Par affiches, ils annoncent qu'ils donneront 1 fr. 50 aux manœuvres au 1er janvier. Ils ne parlent pas des ouvrières. La manœuvre : diviser pour régner, était trop grossière.

Puis une usine se détache du groupe patronal, entre en pourparlers avec le Comité de grève et offre 1 fr. pour les ouvriers et 1 fr.50 pour les manœuvres. Mais en ce moment, après intervention de l'inspecteur divisionnaire du travail, les grévistes décident d'accepter l'arbitrage du Ministre du Travail. Les pourparlers avec l'usine citée sont alors interrompus.

Du côté des grévistes, on a pris un engagement ferme d'accepter les décisions de l'arbitre. Du côté patronal, il n'en est pas de même.

Ces messieurs les patrons iront causer à Paris et ensuite ils décideront s'ils peuvent accepter l'arbitrage. Il est à peu près certain qu'avant même de quitter Douarnenez, ils étaient décidés à ne faire aucune concession et à repousser l'arbitrage ministériel. C'était tout simplement pour la galerie qu'ils faisaient le voyage. Ils allaient à Paris « par politesse ».

Douarnenez, 10 janvier.

A Paris, le lundi 15 les pourparlers sont vite arrêtés. Les patrons maintiennent leurs décisions et refusent l'arbitrage.

Par son refus brutal, le patronat, responsable de la grève, qui n'hésite pas à faire régner la misère aux foyers des travailleurs de Douarnenez, portera l'entière responsabilité des incidents qui pourront se produire.

A Concarneau et à Audierne

Du 14 au 17 décembre, la délégation ouvrière est à Paris. Regardons ce que, furent les mouvements de Concarneau et d'Audierne.

Depuis plusieurs semaines, le mécontentement couvait chez Carnaud, principalement ; aux réclamations des ouvrières, la Direction se contentait de répondre : « Si les salaires ne vous plaisent pas, prenez la porte. »

Le 15 décembre, le personnel quittait l'usine.

Peu après, le mouvement gagnait en partie l'établissement Chatelard. Tillon, secrétaire de l'Union régionale, Bonnieu, et une délégation du Comité de grève de Douarnenez assistaient les grévistes.

Malheureusement, il n'existe à Concarneau aucune organisation ouvrière de quelque envergure. C'est en vain

qu'à plusieurs reprises, cette année, Tillon et Cueff, des Inscrits, Lucie Colliard et Simonin (Alimentation) essayèrent de syndiquer un prolétariat pourtant durement exploité.

D'autre part, les fabricants de conserves firent preuve d'habileté. Quelques jours auparavant, craignant la contagion du mouvement douarneniste, ils avaient, dans les usines travaillant le sprat, porté de 35 à 46 fr. le prix du travail d'une caisse de poisson. Enchantées de cet avantage obtenu sans aucune peine, les travailleuses de ces usines voyaient d'un mauvais œil cesser la fabrication des boîtes métalliques, ce qui les aurait entraînées à un chômage forcé.

Si la solidarité patronale s'effectue dans un syndicat œuvrant localement et nationalement, il règne dans le prolétariat un fâcheux égoïsme et un esprit de chauvinisme local qui entravent toute tentative d'émancipation : ces fâcheuses dispositions se manifestèrent par des injures adressées aux délégués des grévistes de Douarnenez, faisant appel à la solidarité ouvrière.

D'autres circonstances défavorables pesaient sur ce conflit. A l'usine Chatelard, où les salaires sont très divers, un certain nombre d'ouvrières viennent de la campagne où l'usine les fait prendre le matin et reconduire le soir en camion automobile à 3 et 4 km. C'est là un personnel docile et qui se contente de peu.

Dans ces conditions, les tentatives de débauchage étaient vouées à l'insuccès au milieu d'un déploiement important de gendarmes, l'intervention nette contre les grévistes, du maire, qui osa faire placarder sur les murs une cynique proclamation favorisant les usiniers.

D'ailleurs, dès le lendemain de la grève, des défections se produisaient : chez Carnaud, deux des ouvrières chargées de présenter les revendications entraînaient les premières à l'usine.

Il était impossible de continuer la lutte dans de si mauvaises conditions. Après 4 jours de grève, ouvriers et ouvrières reprenaient le travail sans avoir obtenu aucun avantage.

A Audierne où l'exploitation est encore plus grande qu'à Douarnenez 0 fr. 70 de l'heure pour les femmes, 1 fr. pour les manœuvres), les tentatives d'organisation syndicale du personnel des usines de conserves ne réussissent pas. Les délégués de la C.G.T.U. Henriët, du P.C. et les grévistes de Douarnenez essayèrent de créer un mouvement de soli-

darité. Dans une seule usine, l'usine Ouizille, les femmes refusèrent de travailler le poisson venu de Douarnenez. Ailleurs, manœuvres et ouvrières refusèrent de sortir, les patrons leur ayant promis, assez vaguement d'ailleurs, les mêmes salaires qu'à Douarnenez.

Douarnenez : 4ème semaine de grève

Au retour de la délégation, dans un vaste meeting, elle est acclamée. Pas une défaillance.

Des mesures sont prises par le Comité de grève pour renforcer encore l'action. Les pêcheurs qui vendent leur pêche aux usines (sprat, sardine) ne sortant pas, il est décidé d'empêcher le poisson des autres ports, même celui acheté par les mareyeurs, d'entrer en ville. C'est ainsi que la sardine partie de Saint Guenolé pour Douarnenez est expédiée sur Audierne et Quiberon.

Le jeudi 18 décembre, les grévistes, devant le refus brutal des patrons d'accepter l'arbitrage ministériel, vont donner aux Béziers et Cie, une bonne petite leçon. Aux environs de la gare, un camion qui contenait des caisses de sardines et qui, pour éviter de traverser la ville, avait fait le tour par Ploaré et Pouildavid, fut arrêté et quelques caisses furent enlevées et transportées à la cantine. Le Comité de Grève les fit rendre le soir même.

Résultat : les camionneurs de la ville ne voulant pas être rendus responsables des troubles qui pourraient se produire décident de ne plus effectuer les transports des usines.

A suivre...



Le Libertaire

Internet : <http://le-libertaire.net/>

E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com

Directeur de la Publication : Olivier Lenourry

Numéro de commission paritaire en cours

A vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique, les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices

Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com